

LA TRIBUNE DU COMMISSAIRE

LE MAGAZINE DU CORPS DE CONCEPTION ET DE DIRECTION DE LA POLICE NATIONALE

TOUCHE PAS

A NOS FLICs



**ET SI ON PARLAIT DU
MALAISE POLICIER ?**

UNE ANNÉE AVEC CAMUS.

ÊTRE UTILE

À LA SOCIÉTÉ,

c'est assurer la sécurité des personnes
et des biens,

c'est contrôler les importations
et déjouer les trafics,

c'est surveiller et réinsérer
les individus qu'elle a condamnés,

c'est respecter les valeurs
de la République et la déontologie,

c'est vouloir la protéger.

En nous protégeant, les policiers, les douaniers
et les surveillants pénitentiaires sont utiles à la société.
Soutenons-les.

La MGP est fière de protéger ceux qui protègent.

Unéo, MGP et GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense



MGP

LA MUTUELLE DES FORCES DE SÉCURITÉ

SOMMAIRE

4 *Édito.*



5

Et si on parlait du malaise policier ?



9

Une année avec Camus.

14 *Lu pour vous.*

17 *Reportage en Val de Loire.*

LA TRIBUNE DU COMMISSAIRE
N° 148

Janvier 2021

Directeur de la publication :
David LE BARS

Éditeur :
TCP MEDIA DIFFUSION
1 et 2 Square Henri Régault
92400 COURBEVOIE

Crédit photos :
SCPN
Domaine public
Adobe Stock

Rédacteur en chef :
Pierrick AGOSTINI

Dépôt légal :
à parution



ÉDITO

Par David Le Bars
Secrétaire Général

Cher(e)s collègues,

En ce début d'année 2021, je vous présente, au nom du SCPN, mes meilleurs souhaits de réussite, pour vous et ceux qui vous sont chers. Après une année 2020 particulièrement éprouvante, ces vœux s'inscrivent dans un contexte sanitaire tendu. Alors que la Police Nationale est encore sollicitée pour faire respecter des mesures restrictives liées à la COVID-19, nous devons garder à l'esprit la nécessité de prendre plus que jamais soin de nous, de nos proches et des collègues qui sont sous notre responsabilité.

L'exercice des vœux est devenu un art délicat, la récurrence des crises que nous traversons impliquant que le plus difficile se trouve face à nous. Il n'y a pas qu'en France où les phénomènes de violence et de délinquance augmentent et que le débat public prend trop souvent des tournures excessives. Il est d'ailleurs paradoxal qu'à l'heure où la demande de sécurité n'a jamais été aussi forte, la police soit autant décriée et attaquée dans ses fondements. Par idéologie ou opportunisme politique, certains voudraient réduire le débat actuel à une réflexion binaire : il s'agirait d'être pour ou contre la police, réduisant ainsi la réflexion aux postures caricaturales qui en sont issues. La police est républicaine, et elle œuvre pour tous. Ni d'un camp ni d'un autre, elle aspire simplement à faire son travail loin de l'hystérie médiatique.

L'année 2021 est une année charnière pour de nombreuses raisons. Nous allons devoir gérer, collectivement, la menace terroriste qui perdure, de nombreuses manifestations en tous points du territoire, une délinquance qui reste élevée et constitue une préoccupation légitime des Français, la pression migratoire ainsi que les conséquences de la crise sanitaire.

La Police Nationale doit aussi, alors que le « Beauvau de la sécurité » est lancé et que les discussions sur le Livre blanc de la sécurité intérieure sont engagées, se repenser, se réformer. Elle doit viser une meilleure efficacité, avec une meilleure organisation, avec des moyens renouvelés, avec une stratégie globale pour répondre au mieux aux attentes de nos concitoyens, pour davantage faire face aux menaces, mais aussi pour redonner du sens et de la confiance à la plus grande majorité des femmes et des hommes qui œuvrent au quotidien dans notre institution.

Nous avons déjà appelé ces réformes de nos vœux l'année passée, et mis des mots sur les maux. Nous avons rencontré à de nombreuses reprises nos ministres successifs, leurs cabinets, conseillers et directeurs généraux. Nous avons été reçus par le Président de la République le 15 octobre dernier. Nous avons déjà entendu des annonces, des promesses, des paroles.

La France va entrer dans un calendrier électoral dont les modalités sont connues : le scrutin des européennes, la campagne des présidentielles jusqu'en mai 2022. Dans quelques mois, le calendrier politique rendra impossible toute réforme de fond, quelle qu'elle soit.

Il est donc temps de donner suite aux promesses et annonces, et de prendre les bonnes décisions. Le ministère de l'Intérieur est souvent décrit comme celui de l'urgence. Il est donc urgent de mettre en œuvre ce qui a déjà été concerté et réfléchi.

Vous trouverez dans cette tribune deux articles qui résument à eux seuls cette année 2020. Ils démontrent aussi la grande qualité de la réflexion de nos collègues qui contribuent à porter haut nos valeurs et idées.

Bonne lecture à tous.



ET SI ON PARLAIT DU MALAISE POLICIER ?

Article écrit par un de nos collègues qui a aujourd'hui atteint des fonctions sommitales au sein de la Police Nationale, et qui exerce depuis plus de 30 ans. Ce regard sur le "malaise policier", c'est celui de nombre d'entre nous. Chacun se reconnaîtra à travers ces propos justes, sincères, réalistes. Il n'est pas signé, ou plutôt si, il l'est par chacune et chacun de nous, par celles et ceux qui, au quotidien, croient en leur métier et continuent de servir, malgré les crises, les difficultés et les manques. Ce texte, c'est celui de celles et ceux qui savent ce qu'il faut changer et qui sont en attente de décisions et d'actes forts pour moderniser une institution au service de tous, et plus particulièrement des victimes dont on ne parle jamais assez.

« Violences policières », « racisme dans la police », « hausse de l'insécurité », « perte de l'autorité », il n'est quasiment pas un jour au cours de ces derniers mois où ces sujets n'aient été exposés et débattus par médias interposés. Ces questions, généralement abordées sous un angle volontairement polémique, viennent alimenter, s'il en était besoin, ce qu'il est convenu de nommer le « malaise policier ».

Le phénomène prend ses racines dans des causes multiples et variées qui ont été savamment analysées et commentées sous des prismes les plus divers. Le terme est venu sur le devant de la scène médiatique en 2016 à la suite d'un guet-apens ayant visé une patrouille de la sécurité publique de l'Essonne. Cet évènement a alors suscité une profonde émotion dans les rangs policiers, dans un contexte de fortes tensions provoquées par toutes sortes de sollicitations et d'agressions. Il a semblé dépasser, dans son intensité, les séquences auxquelles avait dû peu ou prou s'habituer le monde policier. Cet épisode a donné lieu à des formes inédites d'expression, suscitant la création d'un nouveau mouvement aux côtés des traditionnelles organisations syndicales. Il a cependant reçu des réponses conformistes, celles de

l'affectation de moyens supplémentaires décidée dans l'urgence. Le malaise n'a pas pour autant disparu. Il s'est même installé un peu plus parmi nos personnels. Il est possible d'en proposer quelques pistes de lecture qui s'extraient de la voix des débats politico-médiatiques les plus courants.

La police est soumise depuis vingt-cinq à trente ans – disons à l'aune d'une génération – à une mutation qui l'a profondément bouleversée. Partant d'un constat critique sur l'état de l'institution, le Premier Ministre Michel Rocard avait fixé l'ambition d'en faire « le véritable laboratoire de la modernisation du service public » (interview au journal « Le Monde » en date du 11 octobre 1989). Elle a depuis lors été le terrain privilégié d'expérimentations pour le meilleur ou pour le pire. La police a ainsi eu à connaître un nombre honorable de réformes qui ont affecté son organisation et son fonctionnement. Elle s'est ainsi engagée sur la voie d'une nécessaire modernisation. Elle y a assurément gagné en dynamisme, en créativité et en une irréfragable capacité d'adaptation, au risque d'une certaine confusion. Les dispositifs s'empilent les uns sur les autres, s'annulent, se neutralisent, se

superposent dans une stratification qui en brouille la lecture et confine parfois à l'absurde.

Cette mutation s'est accompagnée d'une complexité croissante des processus professionnels. Elle est liée d'une part à la densification du corpus juridique et d'autre part au développement des outils technologiques. Cette évolution sociétale n'est pas propre à la police. On peut même penser qu'elle l'aura touchée tardivement. Elle n'en est pas moins une réalité émergente. C'est particulièrement vrai dans le domaine de l'activité judiciaire où la procédure n'a – malgré une volonté affichée de simplification – cessé de s'alourdir. Le policier est ainsi devenu un technicien. La connaissance des textes et la maîtrise des supports informatiques nécessitent un professionnalisme toujours plus pointu et exigeant. Tout cela s'est accompli en quelques années seulement. Les derniers utilisateurs des machines à écrire Olympia sur lesquelles étaient rédigés les procès-verbaux ont quitté la scène policière ou s'apprentent à le faire. Il est probable que – sauf à ce que notre société ne vienne à connaître un collapsus majeur – cette tendance ne fera que se confirmer et s'amplifier à l'avenir. Aucun aspect du métier n'échappe d'ailleurs à cette orientation. L'acte basique d'interpellation d'un délinquant est désormais encadré strictement au travers d'un savoir-faire enseigné en formation sous l'appellation de « gestes et techniques professionnels d'intervention ». L'arrestation d'un criminel ou l'appréhension d'un contrevenant, doit s'effectuer dans les règles de l'art, c'est-à-dire un déploiement de prises et gestuelles dont le respect est ausculté de près par les instances judiciaires en cas d'incident.

Ce mouvement va de pair avec celui d'une certaine spécialisation. La police n'est plus Un métier. Elle est désormais fragmentée en une multiplicité de métiers, structurés autour de filières (sécurité publique, investigation, renseignement, gestion, filière scientifique,...), auxquels font écho une galaxie de services et d'unités aux fonctions spécifiques, dont le charme délicieux réside dans l'exubérance des sigles dont on les a baptisés. Le policier polyvalent - un des piliers de la doctrine de la « police de proximité » des années quatre vingt dix - est ainsi renvoyé aux oubliettes. Remarquons au passage que cette inclinaison nuit au sentiment d'appartenance à un collectif, jusqu'au port de l'uniforme qui, à force de variations et d'adaptations, a cessé de faire « uniforme ».

Dans le même temps, la police s'est aussi progressivement rapprochée de la société. Amorcée dès les années quatre-vingt, cette politique s'est affirmée au

début des années deux mille par la volonté du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement (déclaration sur la conception française de la citoyenneté et l'action du ministère de l'Intérieur en date du 18 mars 2000) et s'est largement développée depuis. « La police un métier d'homme » affirmaient crânement des affiches de recrutement qui ornaient jadis les murs des commissariats. On aurait pu tout aussi bien rajouter « un métier d'hommes, blancs, hétérosexuels... ». À sa fonction reconnue d'ascenseur social, la police s'est ainsi mise en demeure d'intégrer – parfois à marche forcée et au besoin par recours aux quotas – l'ensemble des diverses composantes de notre société. Pas suffisamment au goût de certains mais jamais sans doute comme auparavant dans son histoire. La police a ainsi cessé de se regarder comme un entre-soi ou une caste, si tant est que tel ait jamais été le cas.

L'intention était louable. Elle a confirmé le rôle de notre institution comme un des creusets républicains. Les cérémonies sont là pour rappeler, témoigner, transmettre à la communauté policière ses symboles et ses valeurs. Une telle démarche s'est avérée être une barrière salubre contre les replis corporatistes et sectaires. Mais toute médaille a son revers. En devenant toujours plus semblable à la société, la police a importé en son sein ses questionnements, ses doutes, ses divisions, ses fragilités. Elle n'est plus ou pas ce rempart inébranlable et imperméable aux courants telluriques qui fragmentent notre socle social. Gageons donc que nous avons gagné, là aussi, en souplesse mais perdu en force et en cohésion.

Jamais donc la police n'a été aussi brutalement et durablement mise en branle. Et dans le même temps les priorités s'enchaînent, se succèdent, se contrarient à un rythme qui paraît de plus en plus trépidant. Les ministres s'emploient à incarner au mieux une fonction, que l'on dit être une des charges les plus rudes de l'État. Vingt personnalités en trente ans tout de même, soit une durée moyenne d'exercice de dix-huit mois. De quoi laisser peut-être une empreinte politique mais pas assez pour inscrire une politique de long terme. Le ministère de l'Intérieur est d'abord celui de la gestion du fait, de l'évènement, de la crise. Cela accapare les énergies, épuise les corps et les esprits, lamine les êtres et ne laisse guère d'espace à des visions prospectives. Le débat politique autour des questions de sécurité se résume d'ailleurs à une triste indigence. Les prises de parole et joutes électorales demeurent catalysées autour de quelques totems : plus ou moins de policiers, répression ou prévention, opposition police et justice... Mais au fait pour quoi faire ?

Et les policiers pendant ce temps ? Et bien ils font leur travail, sautant d'un pied sur l'autre au gré de la désignation des objectifs du moment et puis faisant quelques pas chassés pour tenter de s'aligner sur le rythme ambiant. Les plus jeunes, les plus convaincus ou les plus ambitieux s'engagent avec fougue dans les dernières innovations. Les plus blasés, les plus usés, les plus âgés scrutent le spectacle avec circonspection. Car ce mouvement brownien a laissé son lot de sceptiques, de déçus, d'aigris au bord du chemin. Ces grandes entreprises sans lendemain, ces changements de cap incessants, ces bouleversements des savoir-faire ont établi une sorte d'in-tranquillité et d'incertitude



perturbantes dans le corps policier. Cela ne produit pas nécessairement une désespérance absolue mais instille le poison d'une méfiance sourde et d'un désengagement sournois. Chacune et chacun s'adaptent comme ils peuvent. Certains se réfugient dans des niches ou supposées telles, d'autres vers des secteurs d'activité ou des zones géographiques réputés moins exposés et qui laissent un peu de répit.

Car disons-le, le malaise policier n'est pas également et équitablement vécu par tous nos personnels. La police n'est pas un bloc monolithique. Elle est le produit d'une construction progressive et d'apports successifs qui l'ont façonnée au gré des vicissitudes de l'histoire. A la division en statuts et en corps se superpose celle des directions qui en constituent les composantes. Il ne s'agit pas ici d'ignorer ou minimiser les difficultés rencontrées par telle ou telle catégorie d'agents, ni méconnaître la réelle solidarité d'ordre familiale dont la police est capable face aux épreuves qui l'affligent. Mais force est de constater que le malaise éprouvé trouve son expression la plus forte et la plus crue dans l'exercice de la mission de sécurité publique, dans son acception la plus large, dont elle est investie. C'est-à-dire que la raison du malaise policier est d'abord à rechercher dans la légitimité et la reconnaissance de cette mission par le corps social. Ou pour le dire autrement, plus la mission est comprise, admise et reconnue par le public, plus ses acteurs en seront légitimés. La neutralisation d'un terroriste ou d'un dangereux criminel ne pose – sauf dans des franges limitées de la société – guère question aux yeux du grand public. On pourra – et on ne s'en prive pas – discuter des méthodes employées. Cela vient nourrir quelques querelles d'initiés sans intérêt pour la majorité de nos concitoyens. Les moyens font débat mais la fin fait consensus.

Il en va différemment lorsque l'action de la police vient s'insinuer dans le quotidien de la population et prend sa dimension de régulation sociale. Elle vient alors télescoper les certitudes, déranger les habitudes, interpeller les convictions. C'est là que naissent le doute, la contestation et le rejet de celles et ceux qui incarnent pour un temps cette fonction. Ce phénomène est exacerbé dans les grandes villes, lieux de circulations, d'échanges, de mixité, de promiscuité où se confrontent le plus visiblement et parfois le plus violemment les attentes et les exigences contradictoires de groupes d'individus. Car chacun a une idée bien précise de ce que doit être sa police (comme son école ou son hôpital) - « plus ceci et moins cela », « plus ici et moins là-bas » - au gré de son idéologie, de sa conception de la vie en société ou plus prosaïquement de ses besoins du moment.

La police se trouve précisément placée là, au cœur de ces antagonismes, de ces paradoxes qui sont ceux d'une société devenue schizophrénique. On applaudit les policiers au lendemain des attentats de Charlie Hebdo, on les conspue sur les barrages des gilets jaunes. Or ce sont les mêmes femmes et hommes qui agissent dans tous ces cas de figure. Il n'y a pas de bons ou de mauvais policiers (du moins au sens de ce qu'est leur mission). Le malaise policier est donc le miroir du malaise de notre société, déboussolée, en quête de repères, dont elle a fini par épouser par porosité les fractures et les vulnérabilités.

L'immense majorité des femmes et des hommes qui ont choisi ce métier ont en commun le sens du service public. Entendons par là une sorte de dévouement au bien public et à la protection des plus faibles d'entre nous. Quelles que soient les motivations qui y conduisent, on ne choisit pas cette profession par hasard. Son accomplissement est exigeant. Il suppose un engagement qui dépasse souvent ce que pouvait en supposer ou en attendre celles et ceux qui ont suivi cette voie. Il s'exerce sous le regard critique et rarement bienveillant d'une presse avide de polémiques et sous les feux croisés de contrôles tels qu'aucune autre Institution sans doute en France ne connaît. En fait toutes celles et ceux qui font ce métier savent bien la versatilité du public et particulièrement des foules

à leur égard. Et pour les plus expérimentés (mais l'expérience vient généralement assez vite en ce domaine) peu leur importe en réalité. Ils trouvent leurs satisfactions dans les témoignages que leur manifestent nos concitoyens – majorité silencieuse – qui apprécient et louent leur travail.

Ce métier, les policières et les policiers aspirent à pouvoir l'exercer simplement et dignement. Ils le font avec courage, ténacité, abnégation quelles que soient les circonstances. Il faut donc leur en donner les moyens humains, juridiques et matériels. Ils ont besoin de cette considération et de cette reconnaissance pour le service qu'ils rendent à la nation.

Les manifestations publiques de soutien sont donc nécessaires mais malheureusement insuffisantes. Le fondement de toute réflexion et action sur la police passe d'abord par le sens que notre société entend donner à cette fonction. Le sens est premier. Toutes les réformes – structurelles, fonctionnelles et surtout morales - aujourd'hui discutées ou simplement envisagées, plus que jamais espérées et attendues mais régulièrement renvoyées aux calendes grecques, doivent être pensées selon ce principe directeur : quel sens donner à la fonction policière dans notre pays et selon quel contrat social ?



UNE ANNÉE AVEC CAMUS

Par Fabrice Navarro
DDSP adjoint de la Somme
Secrétaire National du SCPN

Le 4 janvier 1960 la Facel Vega de Michel Gallimard s'encastrait sur un platane le long d'une route nationale à proximité de Fontainebleau, le conducteur et son passager Albert Camus, seront tués sur le coup. Camus remontait de Lourmarin où il avait élu domicile cherchant à fuir le tumulte parisien et à se rapprocher de son ami René Char. Les paysages du Lubéron lui rappelaient beaucoup son Algérie natale.

Emporté trop jeune, Camus nous a légué un héritage littéraire, philosophique et affectif considérable. L'année 2020 marquait le 60^{ème} anniversaire de sa disparition, beaucoup d'émissions et de publications lui ont été consacrées. Les confinements successifs ont également été l'occasion de retrouver le génie littéraire de l'auteur de *La Peste* et de réaliser que le virus n'est pas qu'une épidémie. Chacun a pu, au cours de cette année écoulée trouver quelques vertus au confinement pour reprendre le fil de la lecture, et cheminer un temps avec l'écrivain d'Alger. Ce fut l'occasion pour beaucoup de redécouvrir son œuvre comme un remède à la crise et un viatique au renoncement. Les articles sur l'actualité de Camus sont légion et il me serait vain de me lancer dans un texte que des plus savants et sachants écriraient bien mieux que moi. J'aurais d'ailleurs également pu choisir de parler d'une année avec Clemenceau, puisque nous avons eu l'honneur d'inaugurer au sein de l'hôtel de police d'Amiens en 2020 une salle de réunion au nom du « Tigre » en présence de Marcel Wormser, fils de son chef de cabinet en 1917¹.

Ce qui m'amène à parler de Camus, hormis une relation personnelle que je nourris modestement avec son œuvre, c'est la récurrence des références dont il fait l'objet au sein de notre institution. J'ai ainsi rencontré Camus au moins trois fois au cours de ma carrière de policier.

1- Si l'on cherchait à tracer quelques traits communs (mais quand même tenus) entre les deux personnages il faudrait les trouver dans le Clemenceau maire du 18^{ème} arrondissement demandant en mars 1871 aux insurgés de la commune de Paris de renoncer à la violence révolutionnaire.

La première fois à la lecture de l'entretien d'un commissaire de police qui expliquait pourquoi il avait choisi ce métier, la deuxième fois lors d'une réunion en préfecture tandis que j'exerçais mes premières fonctions de commissaire et la troisième fois lorsque je découvris qu'une promotion l'avait choisi pour éponyme.

L'attachement des policiers à l'héritage d'Albert Camus fait tomber beaucoup de préjugés. Le premier c'est qu'un policier sait lire. Le deuxième c'est qu'un policier peut réfléchir, et enfin qu'un policier peut bâtir sur sa révolte.

La (re)lecture de Camus dans cette année éprouvante a été salutaire. Lire Camus m'a permis de m'échapper des chroniques et éditoriaux anti-flics. Car en 2020 encore, nous policiers avons été au centre de bien des polémiques et discrédits. Il ne s'agit pas de dire que nous avons parfaitement rempli nos missions et que nous échappons à toute accusation, au contraire. Mais il fallait quand même avoir une foi fortement chevillée à nos convictions pour garder le cap au milieu des critiques récurrentes, des amalgames et des raccourcis d'une actualité dont on ne comprend plus vraiment la temporalité. Dans ce contexte, Camus est un compagnon indispensable pour tout policier qui croit à la dimension éminemment sociale de son engagement. Camus dit beaucoup de chose de la complexité de l'univers dans lequel nous évoluons. Cet enfant de Belcourt, sorti des entrailles d'un milieu de proscrits, défenseur de tous les opprimés nous a légué un héritage puissant qui permet effectivement de l'ériger comme une figure tutélaire².

Il y a un paradoxe qu'un représentant de l'ordre public revendique, une filiation avec un auteur qui s'est fait le défenseur de la non-violence et des exilés du progrès, quand les représentations les plus communément partagées tendent à nous essentialiser comme les partisans d'un ordre injuste, membres d'un clan qui jouerait contre le peuple. Voyager dans le détail de la pensée camusienne nous permet de replacer le policier dans son humanité et dans sa centralité.

2 - Terme emprunté à la présentation de la 63^{ème} promotion Albert Camus sur le site Internet du ministère de l'Intérieur.

Être au centre des choses

L'idée de cet article m'est venue tandis que moi aussi, repris par la mode Camus, je relisais *Les Justes* dans les belles feuilles de la Pléiade. C'est alors que m'est revenue cette phrase prononcée par beaucoup de candidats lors du Grand Oral du concours de commissaire à la question pourquoi avez-vous choisi ce métier ? « Pour être au centre des choses comme le disait Camus ». Oui voilà, pour être au centre des choses comme le disait Camus et tant de candidats après lui, certains même brillants lauréats, reprenaient cette citation à l'occasion d'interviews ou de campagnes de promotion de la police quelques années plus tard.

Que voulait dire précisément Camus ? Dans cette phrase tirée de la bouche du personnage de Skouratov dans la pièce *Les Justes*, le policier va chercher non pas les aveux des terroristes, mais la subtile reconnaissance du meurtre.

Commençons peut-être par préciser le contexte. Un groupe de socialistes révolutionnaires en Russie prépare un attentat contre le véhicule du grand-duc. La pièce débute sur les échanges entre les opposants

politiques sur le sens du meurtre et de ses conséquences pas uniquement philosophiques (peut-on tuer et être justicier, peut-on assassiner dans le but d'obtenir un monde que l'on pense meilleur ?) mais concrètes, humaines : et les enfants, que faire des enfants s'ils sont dans le cortège ? Je ménage le suspense et l'intrigue pour les lecteurs qui seraient tentés de lire cette pièce à la suite de cet article, pour en venir au rôle de Skouratov, ce policier qui cherche à obtenir la reconnaissance du mis en cause. La description du personnage policier par Camus nous dit des choses profondes sur sa vision de la police. Un court dialogue mais d'une grande intensité va suivre entre les deux hommes. Le policier va même se risquer à avouer sa sympathie pour l'idéal socialiste « sauf pour l'assassinat »³. Camus fait parler le policier qui va détailler au meurtrier la réalité physique de son acte, voici les mots exacts de Skouratov lors de son entretien avec Kalyayev le poseur de la bombe :

« on vous reproche... disons un travail d'amateur, un peu désordonné ». Skouratov est calme, pondéré, mesuré. Il tente un raisonnement logique pour évacuer l'argument idéologique du tueur (j'ai tué une idée et non un homme) et l'amener à la matérialité de l'assassinat « c'est un père, un mari qui a été décapité dans une mare de sang ».

Skouratov poursuit :

« La haine ? Encore une idée. Ce qui n'est pas une idée c'est le meurtre. Et les conséquences naturellement. Je veux dire le repentir et le châtement. Là, nous sommes au centre. C'est pour cela d'ailleurs que je me suis fait policier. Pour être au centre des choses. Mais vous n'aimez pas les confidences. Tout ce que je voulais vous dire, c'est que vous ne devriez pas faire semblant d'oublier la tête du grand-duc. Si vous en teniez compte, l'idée ne vous servirait plus de rien. Vous auriez honte par exemple au lieu d'être fier de ce que vous avez fait. »

Que nous dit Camus du rôle et de la fonction de ce policier dans la Russie tsariste en proie au terrorisme révolutionnaire ? Il y a dans cette pièce la vision d'une police utile à la notion d'un ordre juste. La police d'un idéal de société qui refuserait le règne de la violence. Ce refus de la violence, perçue comme un totalitarisme, le policier l'incarne. C'est pourquoi la fonction de ce policier est centrale dans cette œuvre majeure de Camus. Dans *Les Justes*, le policier tempère, modère il est un rempart contre la tentation de l'absolu, de la démesure. Le policier participe concrètement à la mise en œuvre de la pensée de midi⁴, il est un rempart contre le règne des émotions exacerbées par les peurs et les populismes.

3 - *Les Justes* édition La Pléiade.

4 - L'expression peut-être entendue dans les deux sens.



Aujourd'hui ce refus de la violence doit se concevoir dans une croyance forte que nos institutions garantissent la libre expression des opinions, pourvu qu'elles ne troublent pas l'ordre public. Le débat, la confrontation des idées, les échanges et à la fin le bulletin de vote plutôt que l'invective, les caricatures, les pavés et les injures. Il ne suffit pas d'être idéalistes pas plus que de sacrifier à son idéal mais il convient de rester en toutes circonstances réalistes sur notre capacité à agir sur le réel. Prendre conscience de ses limites mais tout livrer dans ce cadre : « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse »⁵. C'est pourquoi nous ne sommes pas dans un camp mais résolument à l'intersection des failles et des tentations d'une société qui parfois vacille mais toujours revient à son point d'équilibre.

Éponyme de promotion

Pourquoi alors connaissant la complexité et les paradoxes de la pensée camusienne une promotion de commissaires de police l'a choisi pour éponyme en 2011 ? Pour son côté libertaire ou nietzschéen ? c'est assez peu probable. Voici ce que nous apprend le site du ministère de l'Intérieur :

« Ce choix d'une figure tutélaire extérieure à l'institution policière, s'il est symbolique d'une ouverture, est aussi inspiré par l'universalité de l'œuvre camusienne. A travers son refus absolu des injustices, son courage d'homme et de littérateur, et son engagement total dans l'action, la mémoire d'Albert Camus rejoint les motivations et les valeurs les plus fondamentales de tout policier. »

Il convient de s'arrêter un instant sur le choix d'un éponyme pour une promotion de commissaires. La mienne, 59^{ème} promotion, avait fait le choix de Germaine Tillion et le moins que l'on puisse dire c'est que les débats avaient été plus qu'animés. Les vifs échanges autour de cet éponyme avait révélé deux conceptions de la figure de référence. Majoritairement les commissaires issus des voix de recrutement interne avaient proposé des policiers morts en service, quand les externes avaient massivement proposé des figures plus connues (Marc Bloch notamment). Logiquement au regard de la sociologie de la promotion, les propositions des externes emportèrent l'adhésion d'une majorité d'élèves. Le vote final avait suscité

5 - Extrait du discours de Stockholm à l'occasion de la réception du prix Nobel de littérature.

beaucoup de tensions, le choix de Tillion avait même été perçu par certains comme une forme de trahison à la mémoire de nos aînés. L'important n'est pas de s'opposer mais de considérer que les valeurs individuelles et morales supérieures portées par les éponymes ne s'opposent pas aux figures policières mais elles les complètent et les équilibrent. Qu'importe la figure du résistant, du héros, du martyr, le choix nous engage parce qu'il fait écho à notre engagement.

Aussi Camus nous complète et nous oblige en tant que policiers par son universalité, son refus des injustices, son courage et engagement dans l'action. Rappelons donc qu'une des premières manifestations du courage d'Albert Camus se manifesta dans un article qu'il publia dans Alger Républicain intitulé la Grèce en haillons⁶ quand il mit des mots sur la souffrance des kabyles à l'été 1939 « Par un petit matin, j'ai vu à Tizi-Ouzou des enfants en loques disputer à des chiens kabyles le contenu d'une poubelle ».

Choisir Camus pour éponyme nous oblige. On ne choisit pas Camus comme un pseudo sur Twitter. Il s'agit d'être fidèles à sa pensée, son œuvre. Il nous faut aller dans le détail de sa pensée, comprendre ses souffrances, ses doutes, sa solitude, sa générosité amoureuse, sa fidélité à sa naissance. Nos missions nous amènent à côtoyer les plus démunis, les déshérités pour lesquels nous représentons souvent la première lueur d'espoir. Nous faisons face à beaucoup d'opprimés, c'est une réalité, la police s'affirme au secours des plus faibles. Cette police du premier secours et du dernier recours c'est la police faite Homme.

Les grands combats d'Albert Camus, qui lui valurent d'ailleurs d'être ostracisé par une bonne partie de la doxa germanopratinienne peuvent être résumés dans sa lutte contre les messianismes idéologiques comme le stalinisme et le nazisme. C'est sur ce dernier point que je voudrais m'attarder un instant. Cette pensée de midi constitue pour moi une des raisons profondes de mon engagement de policier. C'est un rejet profond de l'injustice comme source d'inégalité qui m'a fait embrasser ce métier. Je n'ai pas cité Camus à l'oral du concours mais De Gaulle au grand dam d'un des examinateurs qui m'a fait remarquer que je manquais cruellement d'originalité. Je le regrette aujourd'hui tout en étant conscient que c'est la compréhension, la confrontation au réel et non les fiches de lecture qui m'ont ramené vers Camus.

6 - Misère de la Kabylie. Le dénuement issue d'une série d'articles publiés dans Alger Républicain du 5 au 15 juin 1939. Albert Camus, essais édition La Pléiade 1967.

Police et révolte

À l'époque où le pilotage par la statistique était la règle au sein de notre ministère, un préfet avait réuni tous les commissaires du département. Martial donc, mais avec quelques accents paternalistes, le préfet avait invoqué Camus pour nous enjoindre comme lui de nous « révolter contre la délinquance qui frappe les plus faibles ». J'avais trouvé intéressante au début de ma carrière le parallèle, pas évident d'ailleurs, entre le concept de révolte et l'action de police. La révolte entendue comme une réponse à l'absurde chez Camus, doit s'entendre pour un policier comme l'exercice déterminé, inlassable de ses missions, c'est une réponse de tous les instants à l'injustice. Le policier révolté est un homme qui a dit non. Non à la souffrance, non à l'arbitraire, non à la loi du plus fort et du talion, non à l'obscurantisme.



Cette révolte n'est pas uniquement individuelle, elle prend tout son sens dans sa dimension collective : « Parce qu'elle est créatrice, la révolte fonde la cité de paix. Elle acquiert sa pleine signification une fois érigée en maître mot d'une communauté. C'est elle qui scelle alors le passage d'une souffrance solitaire et stérile, à l'enthousiasme fécond d'un combat solidaire. C'est la fin du « je souffre » au profit du « nous valons », qu'incarne mieux que tout la résistance à l'Allemagne nazie »⁷.

Nous valons plus que nous souffrons et nos combats sont solidaires, voici une maxime puissante qui nous replace dans l'universalité de nos combats quotidiens pour la concorde civile. Oui il faut imaginer Sisyphe heureux et combatif !

Je pense que Camus aurait ardemment souhaité que l'on parle plus de gardiens de la paix que de forces de sécurité intérieure, sémantique trop répandue aujourd'hui. Qu'il aurait rejeté toutes les formes de violences banalisées qui font du policier la chair à canon de la poudre sociale. Il aurait habillé les gardiens de la paix de l'uniforme de l'humanité et refusé que l'on ampute la police de sa mission de secours aux personnes, il aurait personnifié l'homme derrière l'uniforme.

Un Homme ça s'empêche, un policier aussi

Puisque j'ai cheminé avec Camus, je me dois d'évoquer ma révolte de l'année écoulée. Elle tient dans ce sentiment d'injustice lié à la caricature de notre métier présenté sous le prisme du racisme et de la violence. Encore une fois beaucoup a été écrit, et très bien d'ailleurs, sous la plume syndicale qui rappelait ce que nous sommes et devons aux valeurs sur lesquelles nous fondons notre action. Si je me garderais bien d'analyser les ressorts de cette forme d'emballage médiatique, et ciblé, qui retombe d'ailleurs aussi vite qu'il surgit au gré des faits divers, des faits existent et ne peuvent être niés.

J'écarte volontairement la question du tout et des parties pour considérer que si les parties témoignent d'une réalité elles ne constituent pas l'essence du tout. Les rejeter implique de les reconnaître dans une perspective d'éthique de responsabilité.

7 - Article de Marion Richez dans Philosophie magazine n°15 de décembre 2007- janvier 2008.

Mais dans une logique camusienne que disent ces actes ? Je ferais référence ici à cette magnifique phrase de Camus évoquant les atrocités de la guerre dans son manuscrit inachevé le Premier Homme et publié à titre posthume en 1994⁸. La scène se déroule en 1905, c'est un dialogue entre le soldat Henri Cormery (qui incarne le père de Camus) et un de ses compagnons qui se trouvent confrontés à la vision brute d'actes de cruauté et assistent à la montée d'une violence réciproque des deux camps qui s'opposent. Son camarade estime légitime de répondre à la barbarie des combattants marocains car ils « usaient de tous les moyens » puis ajoutait « un homme dans certaines circonstances doit tout se permettre ».

Voici la réponse apportée par Camus :

« Mais Cormery avait crié comme pris de folie furieuse : Non, un homme ça s'empêche. Voilà ce qu'est un homme, ou sinon... ». Tous les ressorts de l'humanité selon Camus, la plus profonde celle qui s'exerce dans la difficulté du réel, pas la charité à la sortie du culte ou de la messe, mais la dignité profonde de l'homme, celle qui le distingue et le rend maître de ses pulsions, y compris dans les situations les plus difficiles. Cette posture qui consiste à se résister à soi-même, dans les paroles et dans les actes, tout est dit en quatre mots, et il faut réécrire avec Camus « Un homme ça s'empêche, un policier aussi »⁹.

Accomplir

Comme on ne ferme jamais vraiment un livre de Camus, il faut aussi commencer 2021 avec lui et faire résonner ces mots écrits dans un éditorial du 1er janvier 1940¹⁰ « Il est vain de souhaiter cette année bienheureuse, mais il est essentiel de travailler pour la construire. Ne souhaitez rien mais accomplissez. N'attendez pas d'un destin que d'autres fabriquent de toutes pièces ce qui est encore entre vos mains [...] Du fond du cœur je vous souhaite de garder la force et la lucidité nécessaires pour forger vous-même votre bonheur ».

8 - Le Premier Homme édition Gallimard.

9 - La lecture de cet article s'accompagne en conclusion de l'écoute du titre d'Andrew Bird Sisyphus disponible sur toutes les plateformes en ligne.

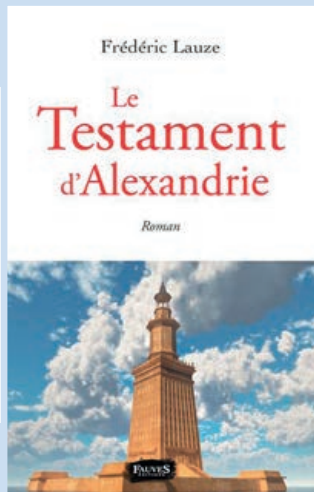
10 - Le Soir Républicain 1er janvier 1940.



LU POUR VOUS

Notre sélection littéraire

Frédéric Lauze



Frédéric Lauze est commissaire de police. Il est directeur départemental de la sécurité publique du Val d'Oise. Le Testament d'Alexandrie est son quatrième ouvrage.

Le Testament d'Alexandrie

David Mizrahi, juif, et Aïcha Qarawi, musulmane, vivent en Égypte, dans la ville cosmopolite d'Alexandrie des années 1950. Les interdits communautaires et religieux empêchent alors un juif et une musulmane

de s'unir et de s'aimer, mais les sentiments s'invitent dans la bande des gamins alexandrins. Au moment où la guerre entre l'Égypte et Israël éclate, en 1956, les membres de la famille de David sont obligés de fuir secrètement en Israël et les deux amoureux s'en trouvent brutalement séparés. Quinze ans plus tard, Aïcha convainc Henri Zilberg, diplomate suisse en poste pour les Nations Unies au Moyen-Orient, de devenir son messenger secret afin de renouer un lien avec David.

Hymne à la tolérance, à la laïcité et à l'amour, Le Testament d'Alexandrie nous plonge dans l'histoire et l'actualité politique et secrète du conflit israélo-arabe des années 1950 à nos jours. Et si le mariage mixte, jusqu'à interdit dans le monde arabe et en Israël, constituait la véritable clef pour établir des passerelles entre les communautés et construire la paix durable entre les peuples ?

Éditions Fauves

Claude Cances, Jean-Pierre Birot



Claude CANCES est l'ancien directeur du 36, quai des orfèvres. Lors de l'affaire Hazan, il est commissaire à la brigade criminelle. Jean-Pierre BIROT, commissaire divisionnaire, était à l'époque procédurier à la Crim.

L'affaire Hazan

Dans les années 70, la mode est au kidnapping, un style venu d'Italie, avec d'importantes nuances. Les "années de plomb" italiennes n'ont rien de commun avec la France. Le pays est déchiré par le terrorisme, les "Brigades rouges" braquent, posent des bombes et assassinent. Le "rapt à l'italienne" est une technique mortelle : rançon ou non, neuf fois sur dix l'otage est tué !

Et quand ce n'est pas l'extrême gauche ou l'extrême droite, c'est la mafia qui kidnappe. En France, la fine fleur du banditisme français va céder à la mode de l'enlèvement. Il n'est pas question d'idéologie, mais de ramasser une belle rançon le plus rapidement possible et avec un minimum de risques.

Pour la police française et le commissaire Ottavioli (surnommé monsieur anti-rapt par les médias) ce sera, on ne cède pas ! La première grande affaire d'enlèvement a lieu en 1975, le jour du réveillon, avec l'enlèvement de Louis Hazan, le PDG de la société de disque Phonogram (producteur des plus grandes stars telles Johnny Halliday, Georges Brassens, Charles Aznavour, Nana Mouskouri, etc.). Une affaire crapuleuse que Claude Cances a vécue dans sa totalité et qu'il raconte avec son adjoint de l'époque à la brigade criminelle, Jean-Pierre Birot. Tous deux reviennent en détail sur ce kidnapping... moins connu que celui du baron Empain mais pourtant tout aussi emblématique.

Éditions Mareuil

Jean-Marc Berlière

Jean-Marc Berlière est un historien français, spécialiste de l'histoire des polices en France et professeur émérite à l'université de Bourgogne.

Les grandes affaires criminelles

Les historiens mènent l'enquête et se penchent sur 18 affaires criminelles,

du Moyen Âge à la Ve République - de Gilles de Rais à Jacques Roseau, la dernière victime de l'Algérie française.

Le crime fascine, le crime passionne et le crime fait vendre. Or, depuis l'engagement de Voltaire dans l'affaire Calas, et celle des " intellectuels " dans l'affaire Dreyfus, l'histoire et les historiens ont toute leur place pour enquêter sur cette " passion française ". D'autant que l'enquête, c'est-à-dire la recherche des traces et indices pour l'établissement des faits, de la vérité, constitue justement le quotidien de la recherche

historique. L'historien a tout loisir de replacer l'affaire dans l'échelle des temps, de suivre, d'analyser la naissance et la propagation des mythes et rumeurs, en bref tout ce que le fait criminel donne à lire d'une époque, de ses angoisses, de sa sensibilité, de ses phobies. On le sait, aujourd'hui encore, le blasphème peut être mortel, mais on a oublié que le vol de linge était passible de la potence sous l'Ancien Régime: qui ne s'indignerait aujourd'hui de la condamnation à mort d'un voleur de mouchoir ? Le " crime " ne se limite pas au meurtre ou à l'assassinat. Sa qualification, sa condamnation, sa définition, sa réprobation varient en fonction des lieux et des époques, il entre en résonance avec son temps dont il dit, mieux que tout, la nature profonde. Du procès de Gilles de Rais à l'assassinat de Jacques Roseau – la dernière victime de l'Algérie française –, en passant par le procès du régicide Damiens, l'affaire des " chauffeurs " d'Orgères, celle de Joseph Vacher, qualifié de " Jack l'éventreur français ", des sœurs Papin ou encore de la tuerie d'Auriol, c'est en somme à un voyage à travers sept siècles qu'invite cet ouvrage. Un retour sur des affaires grandes ou petites, célèbres ou inconnues, oubliées ou mythifiées – du Moyen Âge à la Ve République – que relate avec brio l'équipe réunie sous la direction de Jean-Marc Berlière.

Éditions Perrin

Thibault de Montbrial

Thibault de Montbrial, né le 1er septembre 1968, est un avocat français, spécialisé dans la défense des forces de sécurité intérieure (police, gendarmerie, armée), la légitime défense, la défense de victimes de crimes, d'accidents collectifs et d'actes terroristes ainsi que la responsabilité pénale des dirigeants.

par les mots ; refus d'appliquer nos propres lois par crainte du qu'en dira-t-on médiatique ; gouvernance par l'émotion et non-respect de l'État de droit. Au croisement de fonctions judiciaires et politiques, fort d'une compétence reconnue, Thibault de Montbrial démontre dans cet essai implacable que notre sécurité intérieure ne cesse de reculer. Aux avant-postes de cet affaïssement, l'avocat régulièrement aux côtés des forces de l'ordre invite le lecteur dans son quotidien, au plus près des justiciables. Et analyse chacun de ces mouvements qui prospèrent depuis des décennies sur l'abandon d'un principe, sans lequel toute vie en société est impossible: l'autorité. Réhabiliter l'autorité, c'est repenser le vivre-ensemble sous l'angle du respect; notre justice dans un esprit de protection; nos priorités budgétaires afin de redonner à l'État ses fonctions régaliennes. Telle est la voie pour dépasser nos dissensions, et renouer avec la société unie et apaisée à laquelle l'immense majorité des Français aspirent. Dire la vérité préside toujours à toute action. Il faut donc dire que notre pays est au bord de l'explosion, et que le rétablissement de l'autorité de la République est notre dernière chance.

Éditions de l'Observatoire



Osons l'autorité

Notre société est aujourd'hui minée par des fractures profondes qui compromettent sa cohésion. Affaiblissement de notre doctrine de maintien de l'ordre ; perte du contrôle de nos frontières ; renoncement à combattre l'islamisme autrement que



Eric Delbecque

Expert en sécurité intérieure, Eric Delbecque est colonel de réserve de la Gendarmerie Nationale et membre du conseil scientifique du CSFRS (Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques). Il fut conseiller défense auprès du ministre de l'Intérieur (2009-2012) et responsable de la sécurité de Charlie

Hebdo après l'attentat de 2015. Docteur en Histoire contemporaine, diplômé de Sciences Po et de la Sorbonne, conférencier à l'IHEDN (Institut des Hautes Études de Défense Nationale), au CHEMI (Centre des Hautes Études du ministère de l'Intérieur), et à l'École de Guerre Économique, il a enseigné à Sciences-Po, l'ENA, l'ENM et à l'EONG (École des Officiers de la Gendarmerie Nationale). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'intelligence économique et la sécurité

Les silencieux

La France vit une grande illusion. Nous croyons être toujours le pays où l'on débat, où l'on échange des

arguments, alors même que nous sombrons chaque jour un peu plus dans un climat intellectuel de guerre civile. Ce constat vaut en particulier pour le débat actuel sur la place de l'Islam dans la société française et sur l'ampleur du péril islamiste. Allons droit au but : l'Islam ne constitue pas une question en soi dans la France de 2020. L'adversaire de la République s'appelle le salafisme. La source du problème ne réside pas dans le Coran mais dans ceux qui le transforment en arme pour affaiblir la démocratie libérale. Dans ce camp, on trouve bien évidemment les jihadistes, mais aussi les salafistes et l'ensemble des acteurs contestataires davantage animés par une fureur décolonialiste que par une authentique ferveur spirituelle. Le centre de gravité de cette galaxie dangereuse est le salafisme. Leur stratégie, et les tactiques afférentes, font des salafistes dits " quiétistes " et " politiques " des Silencieux, ces petits cylindres également qualifiés de modérateurs de son, que l'on visse sur le canon d'une arme pour gagner en discrétion. Ils nous endorment, démontent l'idée que c'est bien une nouvelle forme de totalitarisme qui tente de s'épanouir en France. Au mieux on déplore, puis on passe rapidement à autre chose... En attendant, les Silencieux franchissent les uns après les autres les remparts censés défendre la démocratie, les libertés individuelles et l'héritage républicain.

Éditions Plon

En librairie le 03 février 2021



Frédéric Ploquin

Frédéric Ploquin est un grand reporter. Son œil attentif qui suit de près les évolutions de notre société fait de lui un journaliste d'investigation particulièrement reconnu, spécialisé dans les domaines de la police, du banditisme et du renseignement. Il est également l'auteur des livres *La Peur a changé de camp*, de

La Haine dans les yeux coécrit avec David Le Bars ou encore *Médecin du RAID*, écrit avec Matthieu Langlois.

Les Narcos français brisent l'omerta

Ne vous êtes-vous jamais demandé pourquoi le restaurant en bas de chez vous, toujours vide, n'était pas en faillite ? Ou comment ce salon de massage, déserté par les clients, parvenait à exister ? Et que penser de ce nouveau voisin qui achète cash son appartement ? Sans parler des banques qui, prises la main dans le sac le 21 septembre 2019, ont écoulé plus de 2 000 milliards de dollars sulfureux. L'argent de la drogue et les stratégies mises en place pour le recycler, le blanchir, sont aussi dignes des multinationales qu'insoupçonnables. Fort de son expérience de plus de trente ans sur le terrain, Frédéric Ploquin est parvenu à rassembler des entretiens rares et inédits. Ce qu'ils nous révèlent est l'incroyable système souterrain qui permet aux trafiquants de blanchir l'argent sale en toute légalité. Aujourd'hui, cette économie parallèle est devenue une artère vitale. Vous allez découvrir pourquoi et comment ce système est indestructible, et à qui profite ce business.

Éditions Albin Michel

VAL DE LOIRE

DU NATURE ET HISTOIRE

D. Darrault

Reportage par Philippe Ramond

Offrez-vous une cure de nature et d'histoire... en Val de Loire !

20/11/2020... La date claque comme un coup de fouet ! Oui, le 20 novembre dernier, tous fastes gommés par une noire pandémie, le Val de Loire célébrait les vingt ans de son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO !

De Sully-sur-Loire (50 km à l'Est d'Orléans) à Chalonnes-sur-Loire (25 km au Sud-Ouest d'Angers), sur près de trois cents kilomètres, voilà un concentré de châteaux, de jardins extraordinaires et de vignobles réputés. A ce patrimoine époustouflant se mêle une nature préservée, dans laquelle faune et flore sont sublimes, où coule le fleuve tricolore le plus sauvage qui soit : la Loire ! Un paradis auquel les rois de France n'ont su résister...



D. Darrault

Chambord, Chenonceau, Clos Lucé...

Symboles de la Renaissance et du siècle des Lumières : la demeure royale de Blois où se sont succédé sept rois et dix reines de France, mais aussi François Ier, à qui l'on doit le château le plus visité du Val de Loire, celui de Chambord. Ou encore Catherine de Médicis qui laisse son empreinte royale à Chenonceau et Chaumont-sur-Loire... Grand ami de François Ier, Léonard de Vinci est

l'icône historique des châteaux d'Amboise et du Clos Lucé tout proches l'un de l'autre, où il passe les trois dernières années de sa vie. La chapelle Saint-Hubert de la demeure royale abrite la sépulture du génial touche-à-tout (www.valde Loire-france.com/loire-chateaux).

Territoire de nature et de culture, le Val de Loire



D. Lepissier

s'habille d'un tissu de richesses architecturales faites de châteaux, de villes emblématiques et de villages qui dévoilent les chapitres fondamentaux de l'Histoire de France. En témoignent Orléans, Blois, Tours, Chinon, Saumur, labellisées villes d'Art et d'Histoire, mais aussi de séduisants villages ligériens, à l'image de Candès-Saint-Martin ou Montsoreau, magnifiés par cette pierre blanche, le tuffeau, utilisé pour ériger maisons et somptueuses bâtisses.



D. Darrault



Ch. Mouton

Le charme envoûtant du fleuve sauvage

L'interaction entre l'homme et la nature reconnue par l'UNESCO ? Oui, la Loire séduit par sa beauté sauvage, ses reflets, sa lumière, ses îles mystérieuses, ses grèves et langues de sables éphémères. Peintres et photographes tombent sous le charme. Si elle a su séduire les hommes qui y ont édifié un patrimoine remarquable, elle demeure le refuge d'une faune sauvage. Depuis une toue cabanée ou un futreau amarré, les bateliers font revivre l'histoire du fleuve,

La " petite reine " couronnée au pays des rois

L'alchimie entre homme et nature a favorisé l'essor des vignobles en Val de Loire. Les cépages, comme les sols, sont d'une telle diversité qu'ils offrent une infinie palette de nectars. Rouges, rosés, effervescents, blancs, secs, demi-secs, doux, tanniques ou fruités... Aujourd'hui, le Val de Loire se classe ainsi troisième région viticole de France avec ses quatre-vingt-cinq appellations et se distingue par son grand nombre de domaines certifiés bio.

Niché non loin de l'un des innombrables méandres du fleuve royal, à Mareau-aux-Prés, le chai du Clos Saint-Fiacre est propriété de la famille Montigny-Piel. Cette dernière cultive la vigne depuis 1635 sur le plateau, entre Loire et Sologne. Sur des terroirs sablo-graveleux et argilo-calcaires, le chardonnay y développe les meilleurs arômes. Vinifié et élevé en fûts, le blanc « Excellence » aboutit à une belle complexité.



D. Darrault

riche d'un passé commercial intense. Ils sont aussi les ambassadeurs passionnés de la nature et partagent avec le visiteur d'un jour leur amour des différentes espèces d'oiseaux locaux ou migrateurs. Sur les rives, les hommes du fleuve savent interpréter et débusquer les traces laissées par les castors, distinguent aisément le héron cendré de l'aigrette ou des sternes. Ils restent, en outre, les plus fervents défenseurs et amateurs de chevesnes, brochets, d'anguilles et d'aloses, comme de tout autre poisson de Loire.



Ch. Mouton



D. Darrault

Des notes de pêche au nez et la bouche suave, ample, avec une finale d'agrumes. Compagnon idéal pour des crustacés, poissons en sauce, volailles ou fromages. Au pays des rois, les appellations d'origine contrôlée (AOC) Orléans et Orléans-Cléry, et tout particulièrement cette signature « Excellence », ont bel et bien gagné leurs lettres de noblesse. Le Val de Loire est un paysage culturel à respecter. Alors pour en profiter sans le dégrader, on enfourche sa bicyclette et on part sur l'itinéraire de la Loire à vélo !

Neuf cents kilomètres, du Val de Loire à l'océan Atlantique (de Cuffy à Saint-Brévin-les-Pins), entièrement balisés et sécurisés. L'itinéraire s'adapte à

tous les publics et traverse des paysages uniques. A la journée, lors d'un week-end, ou sur plusieurs semaines, on redécouvre les incontournables d'un territoire préservé : châteaux, vignoble, faune, flore, pauses rafraîchissantes et gourmandes dans les guinguettes ! Et pour la logistique, rien de plus simple : des loueurs de vélos sur tout l'itinéraire, une offre de portage de bagages et de nombreux professionnels engagés dans la démarche « Accueil Vélo » qui proposent des services adaptés aux besoins des touristes à vélo. www.loireavelo.fr. Sans oublier la SNCF, dont bien des trains sont aménagés pour accueillir les cyclotouristes et leurs " petites reines ".



D. Darrault



**PROTÉGEZ L'AVENIR
DE VOS PROCHES
AVEC LYRIADÉCÈS**

**RECEVEZ
100€ SUR 3 ANS***

Unéo, MGP et GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense



MGP

LA MUTUELLE DES FORCES DE SÉCURITÉ



mgp.fr — 09 71 10 11 14 (numéro non surtaxé)

*Opération réservée aux membres participants bénéficiant d'une garantie décès MGP au 01/05/2021 puis au 01/05/2022 et au 01/05/2023.

Mutuelle Générale de la Police immatriculée sous le n° 775 671 894 - Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité - 10 rue des Saussaies - 75008 PARIS - Communication 07/12/20 - Document non contractuel à caractère publicitaire.

A retourner au S.C.P.N. - Tour Gambetta - Appart 163
1 & 2 square Henri Régnault - 92400 COURBEVOIE
Ou secretariat@le-scpn.fr

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom : Epouse :

Prénom :

Date de naissance : Lieu de naissance :

Pour les commissaires honoraires, date de mise à la retraite :

SITUATION ADMINISTRATIVE

Grade : Matricule :

Promotion :

Mode de recrutement : EXTERNE – INTERNE – CHOIX – V.A.P – AUTRE
(Rayer les mentions inutiles)

Affectation :

Adresse professionnelle (personnelle pour les commissaires honoraires):
.....

Code postal : Ville :

Tél. Secrétariat : Ligne Directe :

Tél. Portable : Email :

Montant des adhésions 2020

Je sollicite mon adhésion au Syndicat des
Commissaires de la Police Nationale.

- Elève commissaire 0€
- Commissaire Stagiaire 60€
- Commissaire 120€
- Commissaire (≥ 6ème éch.) 140€
- Commissaire Divisionnaire 160€
- Commissaire Général 170€
- Contrôleur Général 170€
- Inspecteur Général 170€
- Directeur des services actifs 170€
- Commissaire Honoraire 60€

Fait à

Le

Signature :

Tél : 01.49.67.02.40 (41)

Site : www.le-scpn.fr

Twitter : @ScpnCommissaire

Le SCPN est affilié à la Fédération Autonome des Syndicats du Ministère de l'Intérieur - UNSA

SYNDICAT DES COMMISSAIRES DE LA POLICE NATIONALE



VOS CONTACTS



David LE BARS

Secrétaire Général
Stratégie et relations institutionnelles
01 49 67 02 40
07 63 56 36 21
david.le-bars@le-scpn.fr

Pierrick AGOSTINI
Secrétaire Général Adjoint
Coordination des sections départementales
01 49 67 02 43
06 69 91 83 33
pierrick.agostini@le-scpn.fr

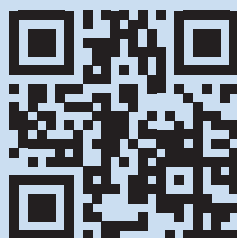


Christophe GRADEL

Christophe GRADEL
Secrétaire National
01 49 67 02 42
06 66 52 61 86
christophe.gradel@le-scpn.fr



WWW



Sandra DEBOEVER

01 49 67 02 40
secretariat@le-scpn.fr

Aurélien ACART

01 49 67 02 41
secretariat2@le-scpn.fr

casden



La banque coopérative
de la Fonction publique

Isabelle, Ophélie, Gilles, Fatoumata

COMME NOUS, NOTRE BANQUE MISE SUR LE COLLECTIF

#notrepointcommun

Découvrez la CASDEN, la banque coopérative de la Fonction publique.
Elle a créé un système inédit d'épargne à Points* : l'épargne de tous
permet à chacun de réaliser ses projets.

Tous fonctionnaires au service du collectif

La CASDEN est partenaire du SCPN

*Les Points cumulés dans le cadre du Programme 1,2,3 CASDEN sont comptabilisés chaque fin de mois.

CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable. Siège social : 1 bis rue Jean Wiener 77420 Champs sur Marne - Siren n° 784 275 778 - RCS Meaux. Immatriculation ORIAS n°07 027 138 - BPCE - Société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 157 697 890 €. Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13. RCS PARIS n° 493 455 042. Immatriculation ORIAS n° 08 045 100. - Conception : INSIGN - Photographie : Roman Jehanno - La CASDEN remercie Isabelle, Ophélie, Gilles et Fatoumata d'avoir prêté leur visage à cette campagne.

casden.fr

01 64 80 64 80
Appel non surtaxé
Coût selon votre opérateur



Retrouvez-nous chez



NOUS SOMMES AUX CÔTÉS DE CEUX QUI PROTÈGENT LES AUTRES.

-10%*

SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

OFFRE RÉSERVÉE
AUX ADHÉRENTS MGP

-20%**

SUR VOTRE ASSURANCE
AUTO, HABITATION,
ACCIDENTS & FAMILLE
OU PROTECTION JURIDIQUE

Retrouvez nos offres
sur gmf.fr/police

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN



POLICE

MGP

« Cette solution est pensée et développée pour protéger les forces de sécurité et leur famille. »

Unéo, MGP et GMF sont membres de **UNEOPOLE** la communauté sécurité défense

GMF 1^{er} assureur des Agents du Service Public : selon une étude Kantar TNS SoFia de mars 2020.

*Offre réservée aux Agents du Service Public, personnels des métiers de la Police, la 1^{ère} année, pour toute souscription d'un contrat d'assurance AUTO PASS entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021. Offre non cumulable avec toute offre en cours. **Réduction appliquée la 1^{ère} année pour toute souscription entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021 d'un 1^{er} contrat AUTO PASS ou habitation DOMO PASS ou AMPHI PASS ou Accidents & Famille ou Protection Juridique en tant qu'adhérent MGP. Offre non cumulable avec toute offre en cours. En cas d'offre spéciale GMF, application de l'offre la plus avantageuse.

Les conditions, garanties et limites de nos contrats AUTO PASS, habitation DOMO PASS ou AMPHI PASS, Accidents & Famille ou Protection Juridique ainsi que les conditions de nos offres sont disponibles en agence GMF. Les Conditions Générales et les Conventions d'assistance de ces contrats sont consultables sur gmf.fr

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances - 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **GMF ASSURANCES** - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret. **Covéa Protection Juridique** - Société anonyme d'assurance au capital de 88 077 090,60 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - 442 935 227 R.C.S. Le Mans APE 6512Z - Siège social : 33 rue de Sydney - 72045 Le Mans Cedex 2.

Les produits distribués par GMF ASSURANCES sont assurés par GMF ASSURANCES, et/ou LA SAUVEGARDE, et/ou GMF VIE, et/ou ASSURANCES MUTUELLE DE FRANCE, et/ou GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES, et/ou Covéa Protection Juridique.